

Moulay Hicham : «L'intellectuel arabe est en crise, parce que sa forteresse est assiégée»

Le Prince Moulay Hicham el Alaoui est né en 1964. Il a publié récemment le *Journal d'un prince banni*.



Dans son ouvrage *Journal d'un Prince banni*, le Prince Moulay Hicham el Alaoui, membre de la famille royale marocaine, raconte sa petite histoire dans la grande Histoire. A l'occasion du séminaire organisé par sa fondation sur les intellectuels et les transformations historiques dans le monde arabe, qui s'est tenu en mai à Tunis, nous sommes allés à la rencontre de cette personnalité atypique, chercheur à l'université de Stanford en Californie et entrepreneur en énergies renouvelables.

FARIDA BELKACEM PARIS

Moulay Hicham, vous avez publié récemment *Journal d'un prince banni*...

Oui, c'est une autobiographie doublée d'une analyse sociologique, anthropologique et politique sur le Maroc contemporain. C'est un récit porté par ma vie, mon expérience et dans lequel j'exprime aussi mon analyse et ma vision politique. Dans cet ouvrage, je constate que la monarchie marocaine reste un système patrimonial, essentiellement représenté par le *makhzen* (l'Etat marocain) et que pour relever le défi du développement économique et de l'avenir, le *makhzen* doit être mis à mort pour que le pays puisse sortir de l'ornière et que la monarchie garantisse sa continuité. C'est la

«Les printemps arabes ont déconnecté les questions locales des grands enjeux panarabes»

conclusion du livre. J'explique à travers ça comment le *makhzen*, ce système de patrimonialisme fonctionne au Maroc, essentiellement sur un mode d'extraction économique et de cooptation politique. Le tout cimenté par un ensemble cohérent, dans lequel la légitimation religieuse joue un grand rôle. Et où l'aide clé de certains pays étrangers joue aussi un grand rôle à cause de séquences historiques bien précises.

De quels pays parlez-vous ?

La relation avec la France a joué un rôle dans la réinvention du *makhzen* pendant le protectorat et comment, après

l'indépendance, elle a aidé à perpétuer ce système. Les États-Unis ont aussi joué un rôle avec leur appui pendant la guerre froide et ensuite au moment de ce que les néo-conservateurs ont appelé la «guerre totale contre le terrorisme». Le Maroc a ainsi bénéficié à des moments clé d'une aide quasiment inconditionnelle de la France et des États-Unis pour des raisons différentes.

Où en est le Maroc de sa lutte contre le terrorisme ?

C'est une séquence historique du passé aujourd'hui. Le Maroc n'a jamais vraiment eu un problème de terrorisme. Il y a eu, un moment donné, le 16 mai 2003, des réseaux qui ont eu un champ d'action au Maroc, mais qui se sont constitués en dehors du pays. Mais il n'a jamais été affecté de manière plus directe comme le Yémen, le Pakistan ou l'Arabie saoudite, ce n'est pas du tout la même chose.

Mais les facteurs de radicalisation de la jeunesse marocaine demeurent, la pauvreté, les disparités économiques... Comment sont-ils pris en main par le pouvoir ?

L'approche du pouvoir marocain, c'est la croissance économique... Pour moi, le problème est celui du modèle de développement. Au Maroc, derrière une façade de modernité, on garde un système qui reste patrimonial, fondé sur la régulation, la rente, les récompenses et l'exclusion de certains groupes sociaux de l'économie. Mais on ne peut pas avoir un développement économique durable performant de cette manière.

Où en est le printemps arabe aujourd'hui ?

Le printemps arabe s'est retrouvé confronté à la difficulté de ses acteurs à définir un horizon politique com-

mun, à se mobiliser et à organiser des stratégies qui peuvent aboutir à cette organisation politique. Cela veut dire aussi construire des coalitions larges et pas seulement de jeunes, et répandre le mouvement à d'autres pans de la société. Le 2^e problème, c'est que les pays sont vite tombés sur la faille confessionnelle sectaire, source de clivages et de polarisations très problématiques.

Cette dynamique concerne moins le Maghreb que le Machrek ...

Oui. Et cela a renvoyé à une dimension géopolitique. Le printemps arabe est devenu un enjeu pour des acteurs qui ne sont pas seulement dans la région, mais aussi en dehors. Nous sommes dans une phase où les choses ont implosé, exception faite de la Tunisie, mais ça ne veut pas dire que les dynamiques ne sont pas en place et ne travaillent pas. Le sous-sol tectonique travaille toujours et nous verrons revenir, tôt ou tard, la même problématique. Certains acteurs sociaux ont été défaits et vaincus. Il va leur falloir un moment pour absorber cette défaite et dépasser cette défaite. En Égypte, ils ont été laminés. Au Maroc, les acteurs n'ont pas été vaincus de la même manière, ils ont été appréhendés et neutralisés. Il leur faut le temps de dépasser cela pour s'organiser autrement. Mais ça reviendra et ça reviendra plus fort encore. D'autant plus que les acteurs formels ne cessent de se discréditer auprès de la population.

Quelles sont vos conclusions à l'issue du séminaire organisé par votre fondation sur les intellectuels dans le monde arabe ?

L'intellectuel de manière générale dans le monde est en crise. L'envi-

ronnement dans lequel il évolue est en crise. L'intellectuel s'adresse à la classe politique, à l'État, avec un discours descriptif mais aussi moral, parce qu'il interpelle la conscience. L'intellectuel arabe en particulier est en crise, parce que, jusqu'ici, il traitait de problèmes affectant l'ensemble du monde arabe : la décolonisation, l'arabité, l'islamisme. Mais les printemps arabes sont venus déconnecter les questions locales des grands enjeux panarabes. Il est en crise aussi, parce que sa forteresse est assiégée. Les revues, les universités, les centres à partir desquels il opérait sont en perte d'autonomie et de statut. Il ne trouve plus d'endroit d'où il puisse rayonner et projeter sa pensée. Il est assujéti à l'État, qui, lui, est en demande de connaissances bien précises et de technocrates. Enfin, l'intellectuel arabe est en crise parce qu'on entre dans l'ère de la cybersphère », de la cybermillendance. Une ère où il n'y a pas une demande de pensée qui s'inscrive dans la durée mais où l'on répond à l'urgence, c'est-à-dire l'information consommable au temps T. Aujourd'hui, l'articulation de la pensée et de l'action se déploie différemment. Les mouvements de jeunes rejettent le politique, et ce faisant la hiérarchie et la personnalisation du pouvoir. L'intellectuel classique a alors du mal à trouver sa place dans un mouvement qui est dans l'horizontalité, la fluidité et la rotation constante.

Vous percevez-vous comme un intellectuel ?

Je réalise que ce que je fais est aussi de la politique mais j'ai toujours eu la conviction que, sans pensée, on ne pouvait pas imprégner le changement.